

Covid-19 (France) : Les hôpitaux et les EHPAD face à la troisième vague

dimanche 7 février 2021, par [NPA \(commission Santé Sécu Social\)](#) (Date de rédaction antérieure : 3 février 2021).

L'ambiance est lourde dans les établissements hospitaliers et les EHPAD, alors que progressivement, mais inexorablement, s'annonce un nouveau pic de contaminations, accentué par la propagation de nouveaux « variants » du virus, et que la campagne de vaccination patine. Le risque d'un système hospitalier débordé au mois de mars (voire avant) se profile.

Sommaire

- [Un an de pression permanente](#)
- [Vers la saturation](#)
- [La vaccination en panne](#)

Les personnels ont vu avec inquiétude les images des hôpitaux du Royaume Uni, devant lesquels stationnaient des ambulances dans l'attente de lits à trouver pour les patientEs.

Un an de pression permanente

Depuis bientôt un an les hospitalierEs (hôpitaux et EHPAD) font face à l'épidémie. Un an de pression permanente, qui s'est ajoutée à un quotidien déjà très difficile depuis des années. Un an d'épuisement physique et psychique, un an d'angoisses pour les patientEs, pour soi-même, pour sa famille. La lassitude et l'exaspération face à une situation dont on ne voit pas l'issue, se mêlent à la colère contre un pouvoir qui se montre incapable de juguler l'épidémie et d'organiser la vaccination, et qui poursuit la destruction du système de santé.

Au printemps 2020 les hospitalierEs ont été « au front », sans protection et dans des conditions très dures, mais avec l'espoir de vaincre rapidement le virus, et aussi celui de voir enfin entendues et satisfaites les exigences pour la santé soutenues par une forte mobilisation de la population.

Mais la désillusion a rapidement douché ces espoirs. Malgré la puissance de la mobilisation dont a témoigné la journée du 16 juin 2020 et le soutien dont elle a bénéficié, non seulement rien n'a vraiment changé à l'hôpital, mais la situation n'a fait qu'empirer, tandis que la gestion calamiteuse de la crise sanitaire a débouché sur une « deuxième vague » à l'automne.

Le « Ségur de la santé » n'a apporté qu'une réponse très partielle, sur les salaires (183 euros supplémentaires par mois). Mais les indispensables recrutements et réouvertures des lits avec le personnel correspondant n'ont été au rendez-vous. Les annonces de « créations » de 12 000 lits de réanimation n'ont été que des mots. Pour créer ces lits, il aurait fallu recruter et former le personnel voulu, ce que le pouvoir se refuse à faire.

Le constat, en régions comme en Île-de-France, est celui de la détérioration des conditions de travail, faute de personnel suffisant. Les directions, après avoir dû lâcher du lest au plus fort de la première vague, reprennent les affaires en mains. Elles imposent de nouvelles organisations plus « productives » et durcissent le ton.

Vers la saturation

Olivier Véran, le ministre de la Santé, a eu beau proclamer en mai qu'il fallait « sortir du dogme des fermetures de lits », les plans de restructuration accompagnés de suppressions d'emplois et de réductions d'effectifs se poursuivent : Caen - 200 lits ; Nantes - 100 lits ; Tours - 350 lits et passage de cinq à deux sites ; Marseille - 230 lits. Et ce ne sont que des chiffres parmi d'autres. En région parisienne, la création du grand hôpital à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) par la fusion de Beaujon et Bichat va se traduire par la suppression de 300 lits (un tiers de la capacité d'hospitalisation) alors que les besoins explosent dans le département.

La saturation des hôpitaux n'a pas encore atteint un stade critique. Elle s'en rapproche dans plusieurs régions (PACA, Auvergne, région parisienne, grand Est). Des foyers de contamination apparaissent dans de nombreux hôpitaux, comme à Dieppe, où 123 employéEs et 141 patientEs ont été simultanément touchés. Et l'on assiste à nouveau à la déprogrammation ou à la suppression d'autres activités, au détriment des autres patientEs.

Cette saturation est d'autant plus inquiétante que le transfert vers d'autres régions ou pays sera moins réalisable qu'au printemps, la circulation du virus étant -beaucoup plus généralisée.

Dans un tel climat, il n'est pas surprenant que les départs de personnels s'accroissent dans le secteur public, mais aussi dans le privé. Ils touchent souvent des personnels expérimentés, ce qui fragilise encore davantage le fonctionnement des équipes, tandis que les nouveaux et nouvelles venuEs repartent souvent, peu convaincuEs par les contrats précaires et les conditions de travail.

La vaccination en panne

Dernier scandale en date, les lenteurs et les ratés de la vaccination des personnels. Dans toutes les régions, nos correspondantEs confirment le ralentissement ou l'arrêt de cette campagne de vaccination spécifique (reports de la deuxième injection, déprogrammations de la première), montrant une nouvelle fois, après le scandale des masques et des surblouses au printemps dernier, que le pouvoir est incapable d'assurer la protection des professionnelEs qui combattent l'épidémie.

Fatigue et désillusion, s'ajoutant à l'absence de perspectives nationales crédibles, expliquent que la journée d'action du 21 janvier n'a pas permis d'exprimer une colère bien réelle dans les établissements. Toutefois, dans plusieurs villes, nos correspondantEs signalent le redémarrage d'actions locales comme à Toulouse et à Bordeaux. La preuve d'une possibilité de relancer une mobilisation unitaire, déterminée, pour répondre aux revendications des hospitalierEs et faire de la santé et de son service public une priorité.

Commission Santé Sécu Social du NPA

P.-S.

- Hebdo L'Anticapitaliste - 554 (04/02/2021). Publié le Mercredi 3 février 2021 à 11h39: : <https://lanticapitaliste.org/actualite/sante/les-hopitaux-et-les-ehpad-face-la-troisieme-vague>